

# CODE D'ETHIQUE DE L'ASSOCIATION GENEVOISE DES INGENIEURS (AGI)

## Préambule

Le présent code définit les règles de l'éthique professionnelle de l'ingénieur. Il a été inspiré du code d'éthique établi par la Fédération Internationale des Ingénieurs (FIDIC), mais adapté et complété par l'Association Genevoise des Ingénieurs (AGI), pour tenir compte des particularités locales.

Tous les membres de l'Association s'engagent à le respecter. Il définit la procédure disciplinaire en cas de manquements à ses règles.

L'Association Genevoise des Ingénieurs (AGI) reconnaît que l'exercice de la profession d'ingénieur est essentiel pour permettre un développement durable de la société et de l'environnement, dans un cadre de sécurité optimal.

Pour être pleinement efficaces, les ingénieurs doivent sans cesse améliorer leurs connaissances et leurs compétences. Ils doivent agir de sorte que la société respecte l'intégrité de leurs jugements, leur accorde sa confiance et que leurs clients les rémunèrent justement.

Pour ce faire, l'AGI souscrit aux principes suivants qu'elle considère comme fondamentaux.

L'ingénieur s'engage à :

*Responsabilité  
envers la société  
et la profession*

1. Accepter la responsabilité de la profession vis-à-vis de la société.

2. Rechercher des solutions qui sont en accord avec les principes d'un développement durable, et apportent aux constructions, équipements et aménagements la sécurité requise.

3. Préserver la dignité, l'honorabilité et la réputation de la profession.

*Compétences*

4. Maintenir ses connaissances et sa compétence à un niveau en rapport avec le développement de la technologie, de la législation et de la conduite des affaires ; appliquer compétence, attention et diligence dans les services rendus aux clients.

5. S'abstenir de fournir des services pour lesquels il n'aurait pas les compétences requises.

*Intégrité*

6. Agir en toutes circonstances dans l'intérêt légitime du client, fournir les services et accomplir les missions professionnelles avec intégrité et loyauté.

7. Accomplir dans leur intégralité les prestations convenues.

8. Aviser spontanément et sans ambiguïté son mandant, si tout ou partie des prestations pour lesquelles l'ingénieur est honoré sont effectuées par des tiers.

*Impartialité*

9. Etre impartial lors de la délivrance d'un avis professionnel, d'un jugement ou d'une décision.

10. Informer le client de tout conflit d'intérêt qui pourrait survenir dans l'accomplissement de sa tâche.

11. N'accepter aucune rémunération qui pourrait entacher l'indépendance de son jugement.

*Equité envers les autres*

12. Promouvoir le concept de la sélection par la compétence et non par le prix.

13. Ne pas porter atteinte, ni intentionnellement, ni par négligence, à la réputation ou au travail d'un confrère.

14. Ne pas tenter directement ou indirectement de prendre la place d'un confrère qui est déjà désigné pour un travail déterminé.

15. Ne pas reprendre le mandat d'un confrère avant de l'en avoir informé et sans être avisé par le mandant que la mission précédente est bien terminée.

16. A se comporter dans le respect et la correction des rapports confraternels face à la demande de réviser le travail d'un confrère.

*Commission d'éthique*

17. L'association genevoise des ingénieurs crée une Commission d'éthique chargée de veiller au respect du présent Code et apprécier les manquements commis audit Code.

18. La Commission d'éthique est composée de deux membres anciens présidents de l'Association, d'un membre du comité et de deux membres suppléants faisant partie de l'Association.

Les membres de la Commission d'éthique sont élus par l'Assemblée Générale de l'Association genevoise des ingénieurs.

19. La Commission d'éthique est élue pour un mandat de deux ans correspondant au mandat de deux ans du comité de l'Association. Sous réserve de cas exceptionnels, le début et la fin des deux mandats doivent correspondre.

20. Toute violation du présent Code d'éthique peut être dénoncée oralement ou par courrier écrit au comité ou au secrétariat de l'Association genevoise des ingénieurs.

21. La Commission d'éthique se réunit toutes les fois que cela est nécessaire. Elle a l'obligation d'entrer en matière sur la plainte émise. Les dispositions relatives à la récusation sont réservées (articles 28 à 30).

22. Dans un délai maximum de sept jours dès sa saisine par le membre, la Commission d'éthique convoque les parties pour une séance de médiation. Les parties doivent se présenter en personne. Toute représentation ou assistance est exclue.

Si une solution satisfaisante entre les parties paraît probable, mais n'est pas entérinée à l'issue de la première séance, une deuxième séance de médiation peut être fixée dans un délai raisonnable.

23. En cas d'échec de la médiation, la Commission d'éthique instruit l'affaire. Elle détermine d'office les faits. Elle peut exiger que lui soient fournies les preuves (pièces, expertises, témoins) qui lui paraissent nécessaires pour compléter ou établir la véracité des faits.

24. Dans un délai de quinze jours au plus après la médiation, la Commission d'éthique rend une décision par laquelle elle peut infliger les sanctions suivantes en fonction de la gravité du manquement au Code d'éthique :

a) Avertissement.

L'avertissement peut être assorti d'une menace d'exclusion de l'Association en cas de non respect de la décision de la Commission d'éthique;

b) Proposition d'exclusion du membre de l'Association qui est soumise au Comité de l'Association lors de sa prochaine séance.

25. La décision de la Commission d'éthique prononçant un avertissement est susceptible de recours dans un délai de dix jours dès sa communication auprès du Comité de l'Association. Les membres du Comité siégeant également à la Commission d'éthique se récuse.

La décision du Comité peut faire l'objet d'un recours dans un délai de dix jours par devant l'Assemblée Générale de l'Association. Les membres du Comité ainsi que les membres siégeant également à la Commission d'éthique se refusent.

Le recours est une simple déclaration écrite adressée au secrétariat de l'Association. Le secrétariat informe alors l'organe de recours compétent.

26. La décision de la Commission d'éthique, par laquelle elle propose l'exclusion du membre de l'Association, n'est pas susceptible de recours.

Cette décision, dont les parties sont informées, est transmise au Comité de l'Association, lequel, conformément aux statuts de l'Association genevoise des ingénieurs (art. 7), a la compétence de prononcer l'exclusion d'un membre.

La décision du Comité peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de trente jours dès sa communication, par devant l'Assemblée Générale de l'Association.

En cas de non recours, la décision du comité est définitive. Elle sera communiquée à tous les membres de l'association lors de la prochaine Assemblée Générale.

27. En cas d'exclusion, le membre reste tenu de payer ses cotisations et remplir ses obligations statutaires et réglementaires jusqu'à la fin de l'année civile.

28. Un membre de la Commission d'éthique peut être récusé si :

- il est marié, fiancé, parent ou allié avec l'une des parties ;
- il est déjà intervenu dans le litige comme représentant de l'une des parties ou comme expert ;
- il ou une personne parente ou alliée avec lui est en procès civil ou pénal avec l'une des parties ou l'a été durant l'année avant le dépôt de la plainte ;
- il existe d'autres faits susceptibles de douter de l'impartialité de ce membre.

29. La demande de récusation peut être faite par le membre de la Commission d'éthique concerné ou par les parties.

La Commission d'éthique statue à huis-clos avec la participation des membres suppléants. Sa décision est définitive.

30. En cas d'empêchement du Président, celui-ci désigne parmi les membres de la Commission d'éthique un président qui assumera la procédure.

Si le Président se récuse ou est récusé, ce sont les autres membres de la Commission d'éthique qui désignent parmi eux un président.

31. Tous les membres de la Commission d'éthique sont tenus à un secret absolu à propos des informations dont ils ont connaissance en rapport avec le traitement des affaires qui leurs sont soumises.

\*\*\*\*\*